

Pression, surcharge de travail... : mauvaises ondes à France Bleu

[Marion Mayer](#)



L'expertise de l'Isast intervient dans un cadre déjà chahuté pour Radio France, qui a récemment connu une enquête sur le harcèlement et l'ambiance sexiste.

Photo Cyril ENTZMANN / Divergence

Avec une édition Web en constante augmentation, et une baisse des effectifs pour raisons économiques, les journalistes de la radio publique sont en souffrance, pointe un cabinet d'experts, qui tire la sonnette d'alarme.

Il y a urgence à [France Bleu](#). Cela fait plusieurs années que les salariés le constatent et que les acteurs sociaux alertent – déjà, en 2015, un médiateur envoyé par le ministère de la Culture considérait que le réseau était « à l'os ». Une expertise de l'Isast (un cabinet de conseil sollicité par les syndicats et dont les conclusions ont récemment été présentées lors d'un comité social et économique extraordinaire) va même plus loin : la situation est plus grave que prévu. Perte de sens, risque de burn-out, prise de médicaments, pensées suicidaires, harcèlement moral... La liste est longue et alarmante.

En cause : la surcharge de travail. Selon l'expertise, « 56 % des journalistes travaillent régulièrement plus de quarante-deux heures par semaine », dont 29 % plus de cinquante heures. « Ça été progressif, au fur et à mesure de l'arrivée du numérique », précise Julien Collin, technicien à France Bleu Gironde, secrétaire du CSE Centre-Sud-Ouest et élu SUD.

Journées interminables et agressions verbales

« Au départ, on écrivait deux ou trois articles par jour en plus de l'antenne, le tout assumé par une équipe de sept à huit personnes, précise un représentant du SNJ Radio France. Aujourd'hui, on est passés à douze voire quinze articles quotidiens, pour le même nombre de journalistes ! Ils nous mettent la pression là-dessus, car le Web permet de toucher les plus jeunes et parce que la publicité sur le site rapporte davantage qu'à la radio. »

En plus des journées de travail interminables et sous pression, s'ajoute la perte de sens. « Si les membres de l'équipe avaient encore l'impression de servir les auditeurs, ils ne se plaindraient certainement pas », estime le représentant SNJ. La pression mise sur les rédacteurs en chef et les journalistes renforce « un contexte propice à des situations qui pourraient s'apparenter à du harcèlement sur le lieu de travail », précise l'Isast. « Ce qui est très inquiétant, ce sont les agressions verbales. En moyenne, 25 % des salariés affirment en avoir subi au moins une en un an. À Bayonne, on monte à 55 % », note Julien Collin.

Face à cette situation, la [présidente de Radio France Sibyle Veil](#) a d'abord annoncé la prise en charge urgente des « situations aberrantes ». À la direction de France Bleu, on précise : « On va demander aux ressources humaines de recenser les situations qui

leur paraissent problématiques aujourd'hui. Et indiquer aux salariés les interlocuteurs qu'ils peuvent solliciter en cas de difficulté professionnelle ». Parmi les urgences, la situation des pigistes, qui travaillent parfois plus de quatorze jours d'affilée.

Lire aussi : [À France Bleu, sexisme, conditions de travail dégradées... et des élus du personnel poursuivis](#)

Deuxième axe : le lancement d'un audit organisationnel en janvier, afin d'appliquer de nouvelles mesures dès la rentrée de septembre 2022. Anticipant les critiques des syndicats, la direction de France Bleu assure : *« Ce n'est pas pour gagner du temps. C'est pour réellement atterrir sur une meilleure organisation pour les salariés dont on connaît l'engagement. On tient compte de ce qui ressort de l'expertise, mais il nous manque des données. Les obtenir nous permettra de proposer des actions concrètes et efficaces. »* Du côté des salariés, la circonspection est de mise : *« En quoi va consister cet audit ? L'expertise de l'Isast est déjà très précise, c'est un outil de gouvernance formidable pour la direction. Qu'attend-elle de plus pour agir ? »* se demande Julien Collin.

"Il faut absolument retrouver un cap éditorial et restaurer un climat de travail serein."

« On a l'impression qu'elle veut vérifier les conclusions de l'expertise », regrette pour sa part le représentant du SNJ. Pour lui, *« on n'a pas besoin d'un diagnostic supplémentaire pour savoir ce qui ne va pas. Ce qui a planté France Bleu, c'est la double matinale [diffusée aussi sur France 3, ndlr] qui nécessite deux journalistes au lieu d'un, et le Web. Sur Internet, il faut réguler et produire moins d'articles. »*

« La solution miracle serait de recruter deux personnes de plus par locale, mais c'est impossible, car l'État nous demande des

économies », précise-t-il. En effet, des embauches ne sont pas prévues : [Radio France poursuit le plan d'économies](#) de 60 millions d'euros demandées pour l'horizon 2022. Alors, selon Manuel Houssais, secrétaire général du CSE Est, à l'origine de l'idée d'une expertise commune à tous les France Bleu, « *les paroles et engagements de Sibylle Veil doivent désormais se traduire par des actes. Le réseau a souffert d'instabilités chroniques. Il faut absolument retrouver un cap éditorial et restaurer un climat de travail serein et respectueux. Cela signifie donc aussi donner des temps de repos aux salariés. Leur santé doit être la priorité absolue* ».

Entre le marteau et l'enclume

Une des clés, selon lui, est de réviser les objectifs et le management dans les locales : « *Il faut que les cadres soient encouragés par la direction à être à l'écoute et bienveillants. D'après ce qui ressort de l'expertise, ils ont le sentiment de se retrouver entre le marteau et l'enclume, entre les ordres de Radio France et les conditions de travail des salariés. Mais si les objectifs mettent en danger leur santé et le cadre légal, il faut les revoir !* »

Cette expertise intervient dans un cadre déjà chahuté pour Radio France, qui a récemment connu une [enquête sur le harcèlement et l'ambiance sexiste](#) en son sein. Mais également dans un contexte d'incertitude, avec la prochaine mise en place d'une [plateforme commune entre France Bleu et France 3](#), dans le but de « *créer ensemble le grand média numérique de la vie locale* », a assuré Radio France dans un communiqué. Ce projet inquiète les salariés, qui craignent « *de se voir dépossédés de leur radio* », selon Manuel Houssais. Si, pour le moment, peu de détails sur l'organisation de ce rapprochement ont été donnés aux journalistes de France Bleu, la direction leur a de son côté promis qu'il n'engendrerait pas de

charge de travail supplémentaire.